

ENT	PR	SEC	CED	COD	CND	CED	COD
			en moins	en moins	en plus	en plus	en plus
JB0	JA105	1211			192		
JB0	JA107	7422				4	4
JB0	JA108	7422			10		
KB0	KA000	1100			531		
KB0	KA009	7422			8		
KB0	KB022	3300				10	10
KB0	KD006	1211				924	924
LB0	LC100	1100			475		
LB0	LC104	1211			1366		
MB0	MA000	1100			138		
MB0	MA004	1211			80		
NC0	NA000	1100			123		
NC0	NA005	1211			107		
<b>TOTAL</b>			<b>11.878,2</b>	<b>11.920,2</b>	<b>10.252,2</b>	<b>1.626,0</b>	<b>1.668,0</b>

\* Description des nouvelles allocations de base :

HBO HC042 1211 *Dépenses diverses relatives à la Présidence européenne*

HBO HF046 1211 *Dépenses diverses dans le cadre de la politique sportive internationale et européenne*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 mars 2010 portant redistribution partielle du crédit provisionnel, inscrit à l'allocation de base DB0 DB000 0100 du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2010.

Bruxelles, le 12 mars 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de l'Économie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1431

[2010/202434]

#### 22 AVRIL 2010. — Décret portant statut des agences de voyages (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle une compétence régionale.

§ 2. Dans le présent texte, on entend par :

1<sup>o</sup> Directive : la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que ses modifications ultérieures;

2<sup>o</sup> agence de voyages : personne morale ou personne physique qui exerce une activité lucrative qui consiste soit à organiser et à vendre des voyages ou des séjours à forfait comprenant, notamment, le logement, soit à vendre, en qualité d'intermédiaire, de tels voyages ou séjours des billets de transport ou des bons de logement ou de repas;

3<sup>o</sup> prestataire de services : toute agence de voyages qui fournit, de façon temporaire et occasionnelle, des services sur le territoire couvert par le présent décret, s'agissant :

- soit d'une agence de voyages légalement établie dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la Directive s'appliquera à ces Etats où l'activité d'agence de voyages est réglementée;

- soit d'une agence de voyages légalement établie dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la Directive s'appliquera à ces Etats où l'activité d'agence de voyages n'est pas réglementée et ayant exercé dans cet Etat l'activité d'agences de voyages pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent la prestation;

4<sup>o</sup> envoi recommandé : lettre recommandée à la poste ou tout autre moyen de communication visé à l'article 2281 du Code civil tel que par télécopie ou par voie électronique, à la condition qu'il fournisse un accusé de réception par le destinataire.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut exercer l'activité d'agence de voyages visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 2<sup>o</sup>, si ce n'est à titre principal, de façon permanente et moyennant autorisation.

§ 2. Peuvent toutefois être autorisés à exercer l'activité définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 2<sup>o</sup> :

1<sup>o</sup> les exploitants d'autocars, de transport ferroviaire, aérien ou fluvial qui ne l'exercent pas à titre principal et de façon permanente;

2<sup>o</sup> les personnes qui, dans le cadre de leur mission éducative ou leurs activités dans le domaine de l'animation des jeunes, des sports, de la culture, de l'aide sociale, de la santé ou de l'animation des adultes, ne l'exercent pas à titre principal et de façon permanente.

§ 3. Le § 1<sup>er</sup> n'est pas applicable :

- 1° aux prestataires de services tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3°, du présent décret;
- 2° au Commissariat général au Tourisme et à l'Office de Promotion du Tourisme de Wallonie et de Bruxelles;
- 3° à l'Office du Tourisme des Cantons de l'est et aux Maisons du Tourisme pour autant que les activités d'agence de voyages concernent essentiellement une offre touristique limitée à leur ressort géographique;
- 4° aux Fédérations touristiques provinciales pour autant que les activités d'agence de voyages concernent essentiellement une offre touristique limitée à leur ressort géographique;
- 5° aux organisations de jeunesse agréées par la Communauté française et aux associations de jeunesse agréées ou reconnues par la Communauté germanophone, déterminées par le Gouvernement, qui organisent et vendent des voyages et séjours à leurs membres affiliés.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le prestataire de services, lorsqu'il se déplace pour la première fois d'un Etat membre de l'UE autre que la Belgique, ou de l'Association européenne de Libre-Echange, dès que la Directive s'appliquera à ces Etats, vers le territoire sur lequel le présent décret s'applique pour y fournir des services, doit informer le commissaire général au tourisme par une déclaration préalable écrite comprenant des informations relatives aux couvertures d'assurance et autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle, telles que définies par le Gouvernement. Cette déclaration peut être fournie par tous moyens.

Cette déclaration doit être renouvelée pour chaque année où le prestataire de service exerce sur ledit territoire son activité de manière temporaire et/ou occasionnelle.

Lors de la première prestation de service ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, ladite déclaration s'accompagne en outre, des documents suivants :

- 1° une preuve de la nationalité du prestataire;
- 2° une attestation certifiant que le prestataire est légalement établi dans son Etat d'origine pour y exercer les activités d'agence de voyages, et qu'il n'est pas frappé d'une interdiction même temporaire d'exercer, lorsqu'une telle attestation est délivrée;
- 3° une preuve des qualifications professionnelles;
- 4° lorsque la profession n'est pas réglementée dans son Etat d'origine, la preuve, par tout moyen de droit, que le prestataire a exercé l'activité d'agence de voyages pendant au moins deux années au cours des dix années précédentes.

Ladite déclaration doit être envoyée, pour information, au commissaire général au tourisme, dans les quinze jours suivant le premier déplacement vers le territoire sur lequel le présent décret s'applique.

§ 2. Le prestataire de services d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de Libre-Echange, dès que la Directive s'appliquera à ces pays, a en outre l'obligation de transmettre au destinataire de son service les informations suivantes :

- 1° le numéro d'immatriculation de l'entreprise, ou tout autre moyen équivalent d'identification;
- 2° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation dans son Etat d'origine, les coordonnées de l'autorité compétente de surveillance de cet Etat;
- 3° de toute organisation professionnelle ou organisme similaire auprès duquel le prestataire est inscrit, ainsi que ses coordonnées;
- 4° le titre professionnel, ou lorsqu'un tel titre n'existe pas, le titre de formation du prestataire de l'Etat dans lequel il a été octroyé;
- 5° des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut utiliser, sous quelque forme que ce soit, le titre d'agent de voyages ou la dénomination d'agence de voyages, ou un titre ou une dénomination similaire, s'il n'est titulaire d'une autorisation délivrée conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup> ou § 2, 1°.

Les ressortissants des autres Etats qui sont autorisés à exercer une profession d'agence de voyages portent le titre professionnel en vigueur sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Le prestataire de services d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la Directive s'appliquera à ces pays, exerce son activité sous le titre professionnel avec lequel il exerce son activité dans l'Etat membre dans lequel il est établi à titre principal, lorsqu'un tel titre existe. Ce titre est établi dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat membre dans lequel il est établi à titre principal.

Si ce titre n'existe pas dans l'Etat dans lequel le prestataire de services est établi à titre principal, le prestataire fait état de son titre de formation dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat membre dans lequel il est établi à titre principal.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, est adressée au commissaire général au tourisme par envoi recommandé. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande d'autorisation. Il précise les documents qui doivent impérativement être joints à la demande.

§ 2. Dans les trente jours de la réception de la demande, si celle-ci est incomplète, le commissaire général au tourisme adresse au demandeur, par envoi recommandé, un relevé des pièces manquantes et précise que les délais visés au présent article commencent à courir dès réception du dossier complet.

Dans le même délai, si la demande est complète, le Gouvernement informe le demandeur par accusé de réception, du caractère complet de la demande et des modalités de poursuite de la procédure, y compris le délai dans lequel la décision devra être prise.

§ 3. Le comité technique visé à l'article 11 rend un avis sur la demande d'autorisation dans les quarante-cinq jours de l'envoi de l'accusé de réception au demandeur. A défaut d'envoi de l'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 4. La décision du commissaire général au tourisme est notifiée par envoi recommandé au demandeur de l'autorisation, dans un délai de nonante jours à compter de l'envoi de l'accusé de réception du dossier complet.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la décision.

§ 5. En l'absence de réponse dans le délai fixé au § 4, l'autorisation est réputée accordée. Le commissaire général au tourisme peut cependant prolonger ce délai d'une durée maximum de soixante jours par décision notifiée au demandeur au plus tard le dernier jour du délai fixé et uniquement pour des raisons impérieuses d'intérêt général, y compris l'intérêt légitime d'une tierce partie. Cette prolongation peut également être décidée dans l'hypothèse où des documents demandés, pour vérification, par le commissaire général au tourisme à des autorités étrangères, tardent à lui être communiqués.

§ 6. Un recours peut être introduit à l'encontre de la décision de refus d'octroi de l'autorisation auprès du Gouvernement dans le délai et les formes prévues à l'article 9, § 3.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut établir des catégories d'autorisations, soumises à des conditions d'octroi différentes, suivant que les autorisations permettent l'exercice de tout ou partie de l'activité définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 2<sup>o</sup>, ou l'exercice d'une partie de cette activité par les exploitants d'autocars.

§ 2. Sans préjudice du respect des dispositions fixées en exécution de l'article 8, l'octroi de l'autorisation visée à l'article 2 est exclusivement subordonné aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> en ce qui concerne le demandeur ou les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise :

- a) à l'obligation de posséder certaines qualifications professionnelles fixées par le Gouvernement;
- b) et, le cas échéant, à l'obligation d'avoir effectué un stage pratique dans les conditions définies par le Gouvernement.

Pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, autres que la Belgique, et l'Association européenne de Libre-Echange dès que la Directive s'appliquera à ces pays, ainsi que pour les personnes soumises en Belgique aux règles applicables en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale dans la même matière.

Les exigences visées aux litera a) et b) ci-dessus sont réputées établies dans le chef de ceux qui peuvent se prévaloir dans cet autre Etat membre, en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale, d'une expérience professionnelle et d'un titre de formation ou de l'un des deux seulement, selon les conditions établies par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe ces conditions en fonction, notamment, de la nature et de la durée de l'expérience professionnelle. Il tient compte également des droits acquis;

2<sup>o</sup> en ce qui concerne l'entreprise :

- a) à la souscription d'une assurance couvrant la responsabilité civile et professionnelle et d'une assurance couvrant les risques d'insolvabilité financière;
- b) à des conditions relatives aux montants, à la nature et aux modalités de constitution d'un cautionnement destiné à la garantie exclusive des engagements professionnels, selon les modalités définies par le Gouvernement;
- c) à des conditions relatives à l'équipement technique, selon les modalités définies par le Gouvernement.

**Art. 7.** Toute personne visée à l'article 2, § 3, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, ou qui est titulaire de l'autorisation visée à l'article 2 peut, de façon exceptionnelle, exercer l'activité définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, moyennant déclaration préalable au Commissaire général au Tourisme, dans le cadre de foires et salons de tourisme.

**Art. 8.** Le Gouvernement peut déterminer :

1<sup>o</sup> les règles concernant la mise en jeu et les modalités de reconstitution et de restitution du cautionnement visé à l'article 6, § 2, 2<sup>o</sup>, b), du présent décret, qui est affecté exclusivement à la garantie des engagements professionnels contractés à l'occasion de l'exercice des activités couvertes par l'autorisation; il ne peut toutefois servir au paiement de créanciers déjà pourvus d'une autre garantie, dans la limite de celle-ci;

2<sup>o</sup> les règles de déontologie;

3<sup>o</sup> les renseignements statistiques qui doivent être fournis annuellement au commissaire général au tourisme;

4<sup>o</sup> le modèle de l'écusson octroyé au titulaire d'une autorisation délivrée conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup> ou § 2, 1<sup>o</sup>, et l'usage qui doit en être fait;

5<sup>o</sup> les mentions qui doivent ou peuvent figurer sur les autorisations, sur les documents professionnels et dans la publicité.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'autorisation visée à l'article 2 peut, suivant le cas, être refusée, suspendue ou retirée :

1<sup>o</sup> lorsque les conditions prévues par l'article 2, les conditions fixées conformément à l'article 6 ou les obligations imposées par application de l'article 8 ne sont pas ou ne sont plus observées;

2<sup>o</sup> lorsque le demandeur ou le titulaire de l'autorisation, un administrateur, un gérant ou une des personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise :

a) a été déclaré en faillite dans une entreprise ayant pour objet l'activité définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ou possédait l'une des qualités d'administrateur, de gérant ou de personne chargée de la gestion journalière dans une telle entreprise au moment de la déclaration en faillite de celle-ci;

b) a été condamné en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction visée au livre II, titre III, chapitres I<sup>er</sup> à V, titre VII, chapitres IV à VII, titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal.

Il n'est pas tenu compte des condamnations conditionnelles tant qu'il est sursis à l'exécution des peines prononcées;

3<sup>o</sup> lorsque le montant des dettes contestées du titulaire de l'autorisation et garanties par le cautionnement atteint le montant de celui-ci.

§ 2. Lorsque le commissaire général au tourisme constate que le titulaire d'une autorisation se trouve dans l'un des cas visés au § 1<sup>er</sup>, il en avise l'intéressé par envoi recommandé et il saisit le comité technique.

Le comité technique convoque l'intéressé, qui peut comparaître accompagné de la personne de son choix et qui peut remettre un mémoire écrit accompagné, le cas échéant, de pièces.

La convocation se fait par envoi recommandé.

Après avoir entendu l'intéressé, le comité technique remet ensuite son avis au commissaire général au tourisme.

Le commissaire général au tourisme peut suspendre ou retirer l'autorisation. Cette décision est notifiée par envoi recommandé à l'intéressé.

§ 3. L'intéressé peut introduire, par envoi recommandé, un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision de refus, de suspension ou de retrait de l'autorisation du commissaire général au tourisme endéans un délai de quinze jours à compter de sa notification. Il adresse également une copie au commissaire général au tourisme.

En cas de retrait ou de suspension de l'autorisation, le recours est suspensif.

Le Gouvernement notifie sa décision par envoi recommandé dans les quarante-cinq jours de la réception du recours.

**Art. 10.** En cas de décès du titulaire de l'autorisation, l'exploitation de l'entreprise peut être poursuivie pour autant que l'entreprise ait été régulièrement exploitée jusqu'au décès du titulaire de l'autorisation et qu'une nouvelle demande d'autorisation soit introduite dans les six mois du décès du titulaire.

L'exploitation devra cesser dès la notification d'une décision définitive de refus ou après 6 mois à compter du décès du titulaire de l'autorisation, si aucune nouvelle demande d'autorisation n'a été introduite dans ce délai.

**Art. 11.** Le Gouvernement crée un comité technique chargé :

1° de donner un avis sur les projets de réglementation relatifs aux agences de voyages;

2° de donner un avis motivé en matière d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait des autorisations.

Le Gouvernement détermine la composition ainsi que la durée du mandat des membres de ce comité.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. 1° Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

a) quiconque exerce l'activité définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, sans l'autorisation requise;

b) quiconque commet une infraction à l'article 2, 3 ou 7;

2° Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de 100 à 500 euros ou d'une ou des deux peines seulement quiconque détient l'écusson prévu à l'article 8 sans être titulaire de l'autorisation visée à l'article 2, ou plus de 10 jours après la cessation d'activité, le retrait ou la suspension de ladite autorisation conformément à l'article 9 du présent décret.

Les cours et tribunaux pourront en outre prononcer contre l'auteur de l'une ou plusieurs des infractions visées au § 1<sup>er</sup>, l'interdiction d'exercer l'activité définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, personnellement ou par personne interposée, pendant une durée de un à douze mois.

En cas de récidive, l'interdiction pourra être définitive. L'interdiction produit ses effets huit jours francs à compter du jour où la décision qui le prononce a acquis force de chose jugée.

Les personnes civilement responsables aux termes de l'article 1384 du Code civil sont tenues au paiement de l'amende.

Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal à l'exception de son chapitre VII et de l'article 85 sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

§ 2. Outre les pénalités prévues au paragraphe précédent, le juge ordonne, à la demande du commissaire général au tourisme, la cessation de l'acte illicite sous peine d'astreinte.

La Région peut agir devant le tribunal de police ou le tribunal correctionnel afin d'obtenir la condamnation, outre aux pénalités prévues à l'article 12, à la cessation de l'acte illicite.

Elle peut également agir devant le tribunal civil afin d'obtenir la condamnation à la cessation de l'acte illicite.

L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer en tous lieux, même clos et couverts lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire en l'existence d'une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution et ce, entre 8 heures et 19 heures; lorsqu'il s'agit d'un domicile, fût-ce temporaire, le consentement écrit du titulaire de l'autorisation, du ou des occupants ou l'autorisation préalable du juge d'instruction lequel vérifie s'il y a des indices d'infraction, est requis;

2° requérir l'assistance de la police;

3° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle et enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont respectées et, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile, à l'exercice de la surveillance et établir de ces auditions des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre ou l'emporter contre récépissé. Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance de leur résidence.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Le commissaire général au tourisme informe le Procureur du Roi des dispositions prises. À l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prolongation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport. Le commissaire général au tourisme le transmet par envoi recommandé dans les dix jours, au contrevenant et au Procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Le commissaire général au tourisme transmet ce procès-verbal par envoi recommandé au Procureur du Roi et au contrevenant et ce, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1°.

Une copie en est adressée dans le même délai au bourgmestre de la commune où est située l'activité concernée et, par envoi recommandé, au titulaire de l'autorisation.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction aux articles 2, 3 ou 7 du présent décret ou aux dispositions prises en exécution de ces articles, ainsi qu'en cas d'injure ou de menace grave à l'égard des agents mandatés ou en cas de refus ou d'entrave volontaire à l'exercice du droit d'inspection prévu à l'article 13, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 25.000 euros.

Quiconque est détenteur illégitime, au sens de l'article 12, § 2, de l'écusson visé à l'article 8 encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 5.000 euros.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le Ministère public ne juge qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, sauf en cas de classement sans suite. L'amende administrative est infligée par le commissaire général au tourisme.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis par le commissaire général au tourisme au Ministère public dans les dix jours de sa rédaction. Le Ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au Commissaire général au Tourisme sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le Ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé ou dans l'hypothèse d'un classement sans suite, l'action publique est éteinte et le commissaire général au tourisme décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du commissaire général au tourisme fixe le montant de l'amende administrative. Elle est notifiée au contrevenant par envoi recommandé en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du commissaire général au tourisme introduit à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Il notifie simultanément copie de ce recours au commissaire général au tourisme.

Le recours, de même que le délai pour former le recours, suspendent l'exécution de la décision. La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du commissaire général au tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article est doublé. La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article. Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription.

Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de perception de l'amende.

**Art. 15.** La personne qui sollicite l'autorisation visée à l'article 2 permet par ce fait même au Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions de faire procéder sur place, par ses fonctionnaires ou agents, aux vérifications jugées utiles ou nécessaires. Les visites n'auront lieu que de jour et ne pourront s'étendre qu'aux locaux réservés à l'activité définie à l'article 2.

Elles se feront discrètement sans entraver l'exploitation ni gêner la clientèle.

**Art. 16.** La loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages est abrogée.

Les détenteurs d'une autorisation délivrée en exécution de la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages sont réputés détenteurs d'une autorisation délivrée conformément en exécution du présent décret et continuent à jouir de celle-ci, tout en étant soumis aux règles fixées par le présent décret.

Les personnes qui, pendant la période de cinq ans avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont été occupées par une entreprise autorisée, à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant trois années, sont censées remplir les conditions prescrites par l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>.

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 avril 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement wallon 167, (2009-2010). Nos 1 à 4.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 21 avril 2010.*

*Discussion - Votes.*

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1431

[2010/202434]

## 22 APRIL 2010. — Decreet houdende het statuut van de reisbureaus (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. Dit decreet regelt een gewestaangelegenheid.

§ 2. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° Richtlijn : Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, en de latere wijzigingen ervan;

2° reisbureaus : natuurlijke of rechtspersoon die een winstgevende activiteit uitoefent die erin bestaat reizen of verblijven tegen een vaste som, onder meer logies inbegrepen, te organiseren en te verkopen, ofwel, als tussenpersoon, zodanige reizen of verblijven, vervoerbiljetten, logies- of maaltijdbons te verkopen;

3° dienstverrichter : elk reisbureau dat tijdelijk en incidenteel diensten op het grondgebied vallend onder dit decreet verleent, met name :

- ofwel een reisbureau dat wettelijk is gevestigd in een andere Lidstaat van de Europese Unie dan België of dan de Europese Vrijhandelsassociatie, vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten, waar de reisbureau-activiteit gereguleerd is, van toepassing is;

- ofwel een reisbureau dat wettelijk is gevestigd in een andere Lidstaat van de Europese Unie dan België of dan de Europese Vrijhandelsassociatie, vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten, waar de reisbureau-activiteit niet gereguleerd is, van toepassing is en de reisbureau-activiteit in deze Lidstaat heeft uitgeoefend gedurende minstens twee jaar tijdens de tien jaar aan die de dienstverlening voorafgaan;

4° aangetekend schrijven : bij ter post aangetekend schrijven of enig ander communicatiemiddel bedoeld in artikel 2281 van het Burgerlijke Wetboek, hetzij per telefax of per elektronische post, mits hij een ontvangstbewijs door de bestemming levert.

**Art. 2.** § 1. Niemand mag de in artikel 1, § 2, 2°, bedoelde reisbureau-activiteit uitoefenen, als hij het niet doet als hoofdbezigheid, bestendig en met een vergunning.

§ 2. Voor het uitoefenen van de in artikel 1, § 2, 2°, omschreven werkzaamheid kan evenwel vergunning worden verleend aan :

1° de autocarexploitanten, rail-, lucht-, zeevervoerexploitanten die het niet uitoefenen als hoofdbezigheid en bestendig;

2° de personen die de reisbureau-activiteit niet uitsluitend en bestendig uitoefenen binnen het kader van hun onderwijzende taak of van hun jeugd-, sport-, cultuur-, welzijns-, gezondheids- of volwassenenwerk.

§ 3. § 1 is niet van toepassing op :

1° de dienstverrichters zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 3°, van dit decreet;

2° het Commissariaat-generaal voor Toerisme en op de Dienst voor de bevordering van het toerisme Wallonië - Brussel;

3° de Dienst Toerisme van de Oostkantons en op de Huizen voor toerisme voor zover de reisbureau-activiteiten voornamelijk betrekking hebben op een toeristisch aanbod beperkt tot hun rechtsgebied;

4° de provinciale Federaties voor toerisme voor zover de reisbureau-activiteiten voornamelijk betrekking hebben op een toeristisch aanbod beperkt tot hun amsgebied;

5° de door de Franse Gemeenschap erkende jeugdorganisaties en de door de Duitstalige Gemeenschap erkende jeugdverenigingen, bepaald door de Regering, die reizen en verblijven organiseren voor en verkopen aan hun aangesloten leden.

**Art. 3.** § 1. Wanneer de dienstverrichter zich voor het eerst van een andere Lidstaat dan België begeeft, of van de Europese Vrijhandelsassociatie, vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten van toepassing is, naar het grondgebied waarop dit decreet van toepassing is om er diensten te verrichten, moet hij vooraf de Commissaris-generaal voor Toerisme ervan in kennis stellen door middel van een schriftelijke verklaring met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking en soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid, zoals bepaald door de Regering. Deze verklaring kan met alle middelen worden geleverd.

Deze verklaring moet worden hernieuwd voor elk jaar dat de dienstverrichter zijn activiteit op voormeld grondgebied tijdelijk of incidenteel uitoefent.

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, gaat voormelde verklaring vergezeld van de volgende documenten :

1° een bewijs van de nationaliteit van de dienstverrichter;

2° een attest dat bevestigt dat de dienstverrichter rechtmatig in zijn Lidstaat van oorsprong gevestigd is om er de reisbureau-activiteiten uit te oefenen, en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk;

3° een bewijs van beroepskwalificaties;

4° als het beroep in zijn Lidstaat van oorsprong niet gereguleerd is, het bewijs, door elk rechtsmiddel, dat de verrichter de reisbureau-activiteit heeft uitgeoefend gedurende minstens twee jaar tijdens de tien jaar die de dienstverlening voorafgaan.

De voormelde verklaring moet ter kennisgeving worden verzonden naar de Commissaris-generaal voor Toerisme binnen 15 dagen na de eerste verplaatsing naar het grondgebied waarop het decreet van toepassing is.

§ 2. De dienstverrichter van een Lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandelsassociatie, is vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten van toepassing is, bovendien verplicht de volgende gegevens aan de bestemming te bezorgen :

- 1° het inschrijvingsnummer van de onderneming, of elk ander vergelijkbaar nummer ter identificatie;
- 2° wanneer voor uitoefening van de betrokken werkzaamheid in zijn Lidstaat van oorsprong een vergunning vereist is, de gegevens van de bevoegde toezichthoudende instantie van deze Lidstaat;
- 3° van elke beroepsorde of soortgelijke organisatie waarbij de dienstverrichter is aangesloten, alsook de gegevens ervan;
- 4° de beroepstitel, of wanneer een dergelijke titel niet bestaat, de opleidingstitel van de dienstverrichter en de Lidstaat waar deze werd verleend;
- 5° de gegevens betreffende verzekeringsdekking of andere soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

**Art. 4.** § 1. Niemand mag, onder welke vorm ook, de titel van reisbureau of de benaming van reisbureau, of een soortgelijke titel of benaming, gebruiken, tenzij hij houder is van een vergunning afgegeven overeenkomstig artikel 2, § 1 of § 2, 1°.

De onderdanen van de andere Staten die het beroep van reisbureau mogen uitoefenen voeren de beroepstitel die van kracht is op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. De dienstverrichter van een Lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandelsassociatie oefent, vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten van toepassing is, zijn activiteit uit onder dezelfde beroepstitel als die van de Lidstaat waar hij hoofdzakelijk is gevestigd, wanneer een dergelijke titel bestaat. Deze titel is opgesteld in de officiële taal of in een van de officiële talen van de Lidstaat waar hij hoofdzakelijk is opgesteld.

Als deze titel niet bestaat in de Lidstaat waar de dienstverrichter hoofdzakelijk is gevestigd, vermeldt de dienstverrichter zijn opleidingstitel in de officiële taal of een van de officiële talen van de Lidstaat waar hij hoofdzakelijk is gevestigd.

**Art. 5.** § 1. De in artikel 2, § 1, bedoelde aanvraag om vergunning wordt bij aangetekend schrijven gericht aan de Commissaris-generaal voor toerisme. De regering bepaalt de vorm en stelt de inhoud vast van de aanvraag om vergunning. Hij bepaalt de documenten die bij de aanvraag moeten worden gevoegd.

§ 2. Binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag, richt de Commissaris-generaal, als de aanvraag onvolledig is, bij aangetekend schrijven een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en geeft aan dat de termijnen bedoeld in dit artikel ingaan van de ontvangst van het volledige dossier.

Als de aanvraag volledig is, stelt de Regering, binnen dezelfde termijn, de aanvrager bij aangetekend schrijven in kennis van de volledigheid van de aanvraag en van de modaliteiten inzake de voortzetting van de procedure, met inbegrip van de termijn waarbinnen de beslissing zal moeten worden genomen.

§ 3. Het technisch comité bedoeld in artikel 11 brengt een advies uit over de aanvraag om vergunning binnen de 45 dagen na de datum van verzending van het ontvangstbewijs aan de aanvrager. Als binnen deze termijn geen advies wordt toegestuurd, wordt het advies gunstig geacht.

§ 4. De beslissing van de Commissaris-generaal voor Toerisme wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de aanvrager, binnen een termijn van 90 dagen te rekenen van de datum van verzending van het ontvangstbewijs van het volledige dossier.

De regering bepaalt de vorm en stelt de inhoud vast van de beslissing.

§ 5. Bij gebrek aan antwoord binnen de termijn bedoeld in § 4, wordt de vergunning geacht te zijn toegekend. De Commissaris-generaal voor Toerisme kan die termijn met een maximum van 60 dagen verlengen bij beslissing meegedeeld aan de aanvrager, uiterlijk de laatste dag van de gestelde termijn en enkel om dwingende redenen van algemeen belang, met inbegrip van een rechtmatig belang van een derde partij. Deze verlenging kan ook worden besloten in de hypothese waar door de Commissaris-generaal voor Toerisme aan buitenlandse autoriteiten ter verificatie opgevraagde documenten laatstgenoemde laattijdig worden bezorgd.

§ 6. Een beroep kan bij de Regering worden ingediend tegen een beslissing tot weigering van de vergunning binnen de termijn en de vormen bedoeld in artikel 9, § 3.

**Art. 6.** § 1. De Regering kan categorieën van vergunningen vaststellen die onderworpen zijn aan verschillende voorwaarden naarmate de vergunningen de uitoefening toelaten van geheel of een deel van de in artikel 1, § 2, 2°, omschreven werkzaamheid of de uitoefening van een deel van deze werkzaamheid door de autocarexploitanten.

§ 2. Onverminderd de naleving van de bepalingen vastgesteld ter uitvoering van artikel 8, is de toekenning van de vergunning bedoeld in artikel 2 uitsluitend ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

- 1° wat betreft de aanvrager of de personen belast met het dagelijkse beheer van de onderneming :
  - a) de verplichting om verschillende door de Regering bepaalde beroepskwalificaties te bezitten;
  - b) en, in voorkomend geval, de verplichting om een praktijkstage te hebben gevolgd volgens de voorwaarden vastgesteld door de Regering.

Voor de onderdanen van de andere Lidstaten van de Europese Unie dan België, en de Europese Vrijhandelsassociatie, vanaf het ogenblik dat de Richtlijn op deze Staten van toepassing is, alsook voor de personen die in België onderworpen zijn aan regels van toepassing in het Vlaamse Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dezelfde aangelegenheid.

De eisen bedoeld in bovenstaande litterae a) en b) worden geacht vastgesteld te zijn in hoofde van degenen die in deze andere Lidstaat, in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een beroepservaring en een opleidingstitel of slechts een van beiden kunnen doen gelden, volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden.

De Regering bepaalt deze voorwaarden naar gelang van, met name, de aard en de duur van de beroepservaring. Ze houdt eveneens rekening met de verworven rechten;

2° wat betreft de onderneming :

- a) het sluiten van een verzekering die de burgerlijke en beroepsaansprakelijkheid dekt en van een verzekering die de risico's van financieel onvermogen dekt;
- b) voorwaarden betreffende de bedragen, de aard en de wijze van het stellen van een borgtocht, uitsluitend tot zekerheidsstelling van de beroepsverbintenissen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;
- c) de voorwaarden betreffende de technische uitrusting, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

**Art. 7.** Elke persoon bedoeld in artikel 2, § 3, 1° tot 4°, of die houder is van de vergunning bedoeld in artikel 2 mag, bij wijze van uitzondering, de activiteit bedoeld in artikel 2, § 1, uitoefenen, mits voorafgaande verklaring aan de Commissaris-generaal voor Toerisme, in het kader van beurzen en vakantiesalons.

**Art. 8.** De Regering kan bepalen :

1° de regelen betreffende het gebruikmaken en de wijzen van opnieuw samenstellen en teruggeven van de borgtocht bedoeld in artikel 6, § 2, 2°, b), van dit decreet, die uitsluitend dient tot zekerheidstelling van de beroepsverbintenissen aangegaan bij de uitoefening van de activiteit gedekt door de vergunning; hij kan echter niet dienen ter betaling van schuldeisers reeds voorzien van een andere waarborg, binnen de perken hiervan;

2° de regelen betreffende de plichtenleer;

3° de statistische gegevens die jaarlijks aan de Commissaris-generaal voor toerisme moeten worden verstrekt;

4° het model van het schild verleend aan de houder van een vergunning afgegeven overeenkomstig artikel 2, § 1 of § 2, 1°, en het gebruik dat daarvan moet worden gemaakt;

5° de vermeldingen die moeten of kunnen voorkomen op de vergunningen, op de beroepsdocumenten en in de reclame.

**Art. 9.** § 1. De in artikel 2 bedoelde vergunning kan, naargelang van het geval, geweigerd, geschorst of ingetrokken worden :

1° als de in artikel 2 bepaalde of overeenkomstig artikel 6 vastgestelde voorwaarden, of de krachtens artikel 8 opgelegde verplichtingen niet of niet meer worden nageleefd;

2° wanneer de aanvrager of de houder van de vergunning, een beheerder, een zaakvoerder of één van de personen belast met het dagelijks beheer van de onderneming :

a) failliet werd verklaard in een onderneming met als doel de in artikel 2, § 1, omschreven werkzaamheid of één van de hoedanigheden van beheerder, van zaakvoerder of van persoon belast met het dagelijks beheer in zulk een onderneming bezat op het ogenblik waarop deze laatste failliet werd verklaard;

b) in België of in het buitenland veroordeeld werd door een in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing voor een der overtredingen bedoeld in boek II, titel III, hoofdstukken I tot V, titel VII, hoofdstukken IV tot VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI, en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek.

Er wordt geen rekening gehouden met de voorwaardelijke veroordelingen zolang de uitvoering van de uitgesproken straffen uitgesteld is;

3° wanneer het bedrag van de betwiste schulden van de houder van de vergunning en gewaarborgd door de borgtocht, het bedrag hiervan bereikt.

§ 2. Als de Commissaris-generaal voor Toerisme vaststelt dat de houder van een vergunning zich in een van de gevallen bedoeld in § 1 bevindt, dan brengt hij de betrokkene hiervan op de hoogte en wendt zich tot het technische comité.

Het technische comité roept de betrokkene op, die door een persoon naar keuze mag worden bijgestaan en die een schriftelijke memorie, in voorkomend geval vergezeld van bewijsstukken, mag neerleggen.

De oproeping geschiedt bij aangetekend schrijven.

Na het horen van de betrokkene, brengt het technische comité advies uit aan de Commissaris-generaal voor Toerisme.

De commissaris-generaal voor toerisme kan de vergunning schorsen of intrekken. Deze beslissing wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de betrokkene.

§ 3. De betrokkene kan, bij aangetekend schrijven, een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de vergunning van de Commissaris-generaal voor Toerisme binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van kennisgeving ervan. Hij stuurt eveneens een afschrift ervan aan de Commissaris-generaal voor Toerisme.

Bij intrekking of schorsing van de vergunning, is het beroep opschortend.

De Regering geeft kennis van haar beslissing bij aangetekend schrijven binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van het beroep.

**Art. 10.** Ingeval van overlijden van de houder van de vergunning mag de exploitatie van de onderneming worden voortgezet, voor zover de onderneming in bedrijf was tot het overlijden van de houder en mits indiening van een nieuwe aanvraag om vergunning binnen zes maanden na het overlijden van de houder.

De exploitatie zal moeten worden beëindigd vanaf de kennisgeving van een definitieve beslissing tot weigering of na 6 maanden te rekenen vanaf het overlijden van de houder van de vergunning, indien binnen deze termijn geen nieuwe aanvraag tot vergunning wordt ingediend.

**Art. 11.** De Regering richt een technisch comité op dat ermee belast is :

1° een advies uit te brengen over de ontwerpen van regelgeving betreffende de reisbureaus;

2° een gemotiveerd advies uit te brengen inzake toekenning, weigering, schorsing of intrekking van de vergunningen.

De Regering bepaalt de samenstelling alsook de duur van de mandaat van de leden van dit comité.

**Art. 12.** § 1. 1° Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 100 euro tot 10.000 euro, of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die :

a) de in artikel 2, § 1, omschreven werkzaamheid uitoefent zonder de vereiste vergunning;

b) een overtreding van artikel 2, 3 of 7 begaat;

2° met een gevangenisstraf van acht dagen tot 15 dagen en met een geldboete van 100 euro tot 500 euro, of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die wederrechtelijk houder is van het in artikel 8 bedoeld schild zonder houder te zijn van de in artikel 2 bedoelde vergunning, of meer dan 10 dagen na de beëindiging van de activiteit, de intrekking of de schorsing van voormelde vergunning overeenkomstig artikel 9 van dit decreet.

De hoven en rechtbanken kunnen bovendien de dader van één of meerdere misdrijven bedoeld in § 1 verbieden, gedurende een periode van één tot twaalf maanden, persoonlijk of door een tussenpersoon, de in artikel 2, § 1, omschreven werkzaamheden uit te oefenen.

In geval van herhaling kan het verbod definitief worden. Het verbod heeft uitwerking acht volle dagen na de dag dat de beslissing die het uitspreekt kracht van gewijsde heeft gekregen.

Zij die volgens artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, zijn gehouden tot het betalen van de geldboete.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 uitgezonderd, zijn toepasselijk op de misdrijven bedoeld bij dit decreet.



§ 2. Naast de boetes bepaald in de vorige paragraaf, beveelt de rechter, op verzoek van de Commissaris-generaal voor Toerisme, de staking van de onwettelijke daad op straffe van een dwangsom.

Het Gewest kan voor de politie- of correctionele rechtbank treden om naast de boeten bedoeld in artikel 12 de veroordeling tot staking van de onwettelijke daad te bekomen.

Het kan eveneens voor de burgerlijke rechtbank treden om de veroordeling tot de staking van de onwettelijke daad te bekomen.

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kortgeding.

**Art. 13.** § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en de personeelsleden aangewezen door de Regering ermee belast over de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet te waken. Daartoe kunnen ze bij de uitoefening van hun opdracht :

1° alle plaatsen, zelfs gesloten en overdekt, tussen 8 uur en 19 uur betreden indien zij ernstige redenen hebben om te geloven dat er een overtreding van het decreet of diens uitvoeringsbepalingen bestaat; indien het een, zelfs tijdelijke, woonplaats betreft, is de schriftelijke toestemming van de houder van de vergunning, van de bewoner(s) of de voorafgaandelijke toelating van de onderzoeksrechter vereist, die nagaat of er aanwijzingen voor een overtreding bestaan;

2° de bijstand van de politie vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen voor een overtreding, elke doorzoeking, elke controle en elk onderzoek verrichten en elke inlichting vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden nageleefd, en meer bepaald :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nodig is voor het uitoefenen van het toezicht en van die verhoren processen-verbaal op te stellen die tot het bewijs van het tegendeel bewijskracht hebben;

b) zich ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen. De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in het eerste lid hebben de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie. Zij zijn ertoe gehouden eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats.

§ 2. In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen kunnen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 :

1° voor elke overtreder een termijn vastleggen om zich met de wet in overeenstemming te brengen; die termijn kan slechts eenmalig worden verlengd. De Commissaris-generaal voor Toerisme licht de procureur des Konings in over de getroffen schikkingen. Bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt de ambtenaar of het personeelslid verslag op. De Commissaris-generaal voor Toerisme maakt het bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen aan de overtreder en aan de Procureur des Konings over;

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft. De Commissaris-generaal voor Toerisme maakt dat proces-verbaal bij aangetekend schrijven aan de procureur des Konings en aan de overtreder over binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het opgesteld is of na verstrijken van de termijn bedoeld onder punt 1°.

Een afschrift ervan wordt in dezelfde termijn gericht aan de burgemeester van de gemeente waar de betrokken activiteit gelegen is en, bij aangetekend schrijven, aan de houder van de vergunning.

**Art. 14.** § 1. In geval van overtreding van de artikelen 2, 3 ou 7 van dit decreet of van de bepalingen ter uitvoering van die artikelen, evenals in geval van smaad aan of ernstige bedreiging van gemachtigde personeelsleden of in geval van weigering of vrijwillige verhindering van het inspectierecht bepaald in artikel 13, loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 25.000 euro niet mag overschrijden.

Wie wederrechtelijk houder is, in de zin van artikel 12, § 2, van het schild bedoeld in artikel 8, loopt een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 5.000 euro niet mag overschrijden.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1, worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd behalve indien het Openbaar ministerie acht dat er aanleiding is tot strafrechtelijke vervolging. Strafrechtelijke vervolging sluit de toepassing van een administratieve geldboete uit, behalve in geval van seponering. De administratieve geldboete wordt opgelegd door de Commissaris-generaal voor Toerisme.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt door de Commissaris-generaal voor Toerisme overgemaakt aan het Openbaar ministerie binnen de tien dagen na opstellen ervan. Het Openbaar ministerie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om de Commissaris-generaal voor Toerisme kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet strafrechtelijke vervolging in te stellen.

§ 4. Indien het Openbaar ministerie ervan afziet om te vervolgen of nalaat om binnen de vastgestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven of in de veronderstelling van een seponering, vervalt de strafvordering en beslist de Commissaris-generaal voor Toerisme, na de overtreder in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen, of er aanleiding toe is om wegens de overtreding een administratieve geldboete op te leggen.

De beslissing van de Commissaris-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder bij aangetekend schrijven, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen de termijn vastgesteld door de Regering.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van het bestuur.

§ 5. De overtreder die de beslissing van de Commissaris-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Van dat beroep richt hij gelijktijdig een afschrift aan de Commissaris-generaal voor Toerisme.

Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op. De bepaling van vorig lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van de Commissaris-generaal voor Toerisme of van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan de afdeling thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt met het oog op inning van het administratieve geldboetebedrag.

§ 7. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf § 1, eerste lid, van dit artikel verdubbeld. De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij dit artikel uitmaakt. De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in § 4, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit evenwel de verjaring.

Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De Regering kan de wijze van inning van de boete bepalen.

**Art. 15.** Hij die de in artikel 2 bedoelde vergunning aanvraagt staat reeds daardoor toe dat de Minister die het toerisme onder zijn bevoegdheid heeft, zijn ambtenaren of beampten ter plaatse het nuttig of nodig geoordeelde onderzoek doet verrichten. Het bezoek heeft alleen overdag plaats en zal zich beperken tot de lokalen voorbehouden aan de activiteit bedoeld in artikel 2.

Het wordt op bescheiden wijze gedaan zonder de exploitatie te hinderen of de clientèle te storen.

**Art. 16.** De wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus wordt opgeheven.

De houders van een vergunning afgegeven overeenkomstig de wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus worden geacht houder te zijn van een vergunning afgegeven in overeenstemming met de uitvoering van dit decreet en blijven genieten ervan, en zijn onderworpen aan de bij dit decreet vastgestelde regels.

De personen die in de periode van vijf jaar voor de inwerkingtreding van dit decreet, een jaar voltijds of drie jaar deeltijds werkzaam zijn geweest in een vergunde onderneming, worden geacht te voldoen aan de verplichtingen voorgeschreven bij artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 april 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement 167, (2009-2010). Nrs. 1 en 4.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 april 2010.*

Bespreking - Stemmingen.

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2010/02029]

28 APRIL 2010. — Ministerieel besluit tot wijziging van ministerieel besluit van 11 februari 2009 tot aanwijzing van de griffiers-rapporteurs bij het Comité van beroep voor de evaluatie van houders van management- en staffuncties dat werd opgericht bij de Minister van Ambtenarenzaken

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 19, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 februari 2005 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 juli 2005 en 24 mei 2006;

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2010/02029]

28 AVRIL 2010. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 février 2009 désignant les greffiers-rapporteurs auprès du Comité de recours en matière d'évaluation des titulaires de fonction de management et d'encadrement créé auprès du Ministre de la Fonction publique

La Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, notamment l'article 19, remplacé par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 2005 et modifié par les arrêtés royaux des 8 juillet 2005 et 24 mai 2006;